

2 en actions

Passerelle

un dispositif innovant au service
des moins de 26 ans

3 ZOOM

Protection de l'Enfance

un nouveau
diplôme universitaire

7 entre nous

Un accueil inconditionnel

rencontre avec le Centre Départemental
de l'Enfance et de la Famille

la solidarité en actions

décembre 2011 / n°48

axiales

le magazine du Conseil général pour les acteurs du secteur social et de la santé en Gironde



► Développeur territorial:

un nouveau métier



L'action publique se transforme sans cesse

pour prendre en compte les nouvelles missions qui lui sont confiées et l'environnement dans lequel elle s'inscrit.

La recherche permanente de l'efficacité passe par l'innovation que le Conseil général favorise et pour laquelle il a su travailler en partenariat. Ce numéro d'*Axiales* en porte témoignage.

Ainsi sont les développeurs : ils font se rencontrer des acteurs présents sur un territoire, vont à leurs devants et construisent avec eux de nouveaux projets. Facilitateurs, catalyseurs, ils sont tout cela et ils y apportent en plus leur enthousiasme et leur énergie. L'Europe a été séduite par cette idée et y contribue par le Fonds Social Européen.

Ainsi en est-il aussi de la formation protection de l'enfance. Conçu par l'Université Bordeaux 4, ce diplôme universitaire est un prolongement des travaux de l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance, partenariat remarquable de notre territoire girondin.

L'innovation n'est pas une fin en soi : elle est le fruit d'une volonté collective et porte en elle la volonté de se dépasser et de se remettre en cause pour mieux répondre aux besoins de nos concitoyens. Loin de l'administration conservatrice que certains esprits se plaisent à caricaturer, les actions qui s'élaborent aujourd'hui montrent que le travail se construit de façon transversale entre différents acteurs. Innovons, innovons sans cesse, tel pourrait être le mot d'ordre en cette période de crise et de questionnements.

En cette même période, il y a un autre mot d'ordre que nous ne voudrions pas oublier : bonne et heureuse année 2012 à tous. Que cette année nouvelle vous garde en bonne santé et soit pleine d'enthousiasme et d'innovation.

Le comité de rédaction

22 NOVEMBRE 2011

Présentation du dispositif Passerelle en EHPAD

Une action d'insertion innovante en faveur des moins de 26 ans

La Direction régionale de l'Économie, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) a présenté le dispositif Passerelle à l'ensemble des Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD). Mise en place en 2010, cette action de formation-insertion devrait permettre à une soixantaine de bénéficiaires de moins de 26 ans de se professionnaliser dans un secteur qui peine à recruter des jeunes qualifiés. Grâce à Passerelle, ils ont effectué un parcours rémunéré d'un an en Contrat d'Accompagnement à l'Emploi (CAE), comportant une période d'immersion de deux mois en EHPAD privé.

En partenariat avec le secteur marchand

La découverte du monde de l'entreprise complète l'expérience acquise en établissement associatif public. À l'issue de leur CAE, les jeunes obtiennent la qualification d'aide médico-psychologique ou agent de service



hospitalier. Ils peuvent également préparer le concours d'aide-soignant.

La journée du 22 novembre 2011 a donné lieu à des échanges entre établissements publics et privés sur ce dispositif expérimental d'insertion. ■

en direct du Conseil général

24 NOVEMBRE 2011

Séminaire sur les travailleurs pauvres

Au titre de son partenariat avec le Conseil général, l'Institut des Études Démographiques de l'Université de Bordeaux (IEDUB) rend compte chaque année des travaux de recherche menés par les étudiants en master accueillis au sein de la Cellule Évaluation de la Direction des Politiques de Lutte contre l'Exclusion (DPLE).

Le séminaire du 24 novembre était consacré au thème des travailleurs pauvres bénéficiaires du "RSA activité" avec la présentation des résultats de deux études dont une portant sur un échantillon de 1 500 personnes. Ces études doivent nourrir le rapport d'évaluation, en cours d'élaboration par la DPLE, sur le dispositif du RSA en Gironde. ■

15 DÉCEMBRE 2011

La matinale "Pacte de solidarité écologique"

Le rendez-vous mensuel qui rassemble les services du Conseil général autour de l'Agenda 21 a eu lieu le jeudi 15 décembre sur le thème du Pacte de solidarité écologique, revenir aux sources du développement durable et placer sur un même plan le respect de l'environnement et la solidarité pour faire que le développement durable profite à tous.

Les directions de la Solidarité se sont prêtées au jeu des regards croisés pour exposer les actions des Agenda 21 de direction : prise de connaissance mutuelle, requestionnement des pratiques et enrichissements réciproques étaient à l'honneur. ■

Partenariat
Conseil général
Institut
des mineurs
Université
Bordeaux IV

PREMIÈRE PROMOTION
2011-2012
30 étudiants
de haut niveau
dont **13 cadres**
du Conseil général

“en matière de protection de l'enfance,
la formation constitue
un mode d'action à part entière”



→ **FORMATION : PROTECTION DE L'ENFANCE**



Un nouveau diplôme universitaire

L'université Bordeaux 4 a créé le diplôme universitaire Protection de l'enfance : un outil de formation complémentaire aux professionnels déjà en activité ainsi qu'aux étudiants titulaires d'un Master 1 en droit ou en psychologie. Ce diplôme est issu des travaux de l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance (ODPE), notre équipe constituée d'experts de l'ODPE a élaboré son programme pédagogique à la croisée du social, du médical et du juridique, explique Adeline Gouttenoire, professeur à la faculté de droit et sciences politiques de Bordeaux, directrice de l'Institut des Mineurs, présidente de l'ODPE. Depuis octobre 2011, le cursus est ouvert en formation initiale ou en formation continue aux acteurs de la protection de l'enfance et à ceux qui veulent le devenir : éducateurs, cadres de l'action sociale, directeurs d'établissements mais aussi avocats, magistrats, médecins généralistes, pédiatres, psychiatres, enseignants, gendarmes, etc.

**Acteurs de la Protection judiciaire de la jeunesse, de l'hôpital, de l'Éducation nationale, de l'action sociale...
Tous ensemble sur les bancs de la Fac.**

Les matières étudiées sont pluridisciplinaires tout autant que les publics participant et les intervenants. Quatre modules progressifs suivent la chronologie d'une situation d'enfance en danger : droit et médecine, prévention, repérage, évaluation et prise en charge.

“Le besoin de spécialisation de tous les métiers liés à la protection de l'enfance s'est accru depuis la réforme de mars 2007. Ce diplôme universitaire, encore rare en France, répond parfaitement à la demande des praticiens et des futurs professionnels qui doivent acquérir de nouvelles connaissances en droit des mineurs”, précise Adeline Gouttenoire. ■

→ institutdesmineurs@u-bordeaux4.fr

La Semaine de l'enfance

Du 21 au 24 novembre 2011, la manifestation annuelle organisée par le Conseil général a rassemblé les professionnels de l'enfance et de la famille.

Lundi 21 novembre

- 3^e conférence de l'ODPE. Au programme : *Actualité de la protection de l'enfance en Gironde / Recueil, traitement et évaluation des situations de danger / Enjeux et exigences de la formation/ Mineurs en mal de protection.*

→ Retrouvez le rapport annuel de l'ODPE sur gironde.fr

Mardi 22 novembre

- Conférence de Danièle Delouvin, psychologue clinicienne : *Attention, enfants! La prévention comporte-t-elle des risques?*
- Projection à l'amphithéâtre Badinter du film, *La Guerre des Boutons* d'Yves Robert (1961).

Mercredi 23 novembre

- Intervention de la Direction Enfance et Famille à l'IUFM : *Missions de protection de l'enfance confiées au Conseil général.*

Judi 24 novembre

- La Commission Départementale d'Accueil du Jeune Enfant s'est réunie, l'ordre du jour était chargé : évaluation du schéma départemental d'accueil de l'enfant âgé de 0 à 3 ans, présentation d'un répertoire sur l'accueil de l'enfant porteur de handicap...

Et aussi...

Présentations de projets et interventions thématiques dans les MDSI, exposition du CDEF (*Créateller*), affiches réalisées par le Conseil général des jeunes... ■

→ avis d'expert

Sonia Bendelaïd-Cazenave

Chef de la Brigade de Prévention de la Délinquance des Jeunes
Formatrice intervenante en protection de l'enfance.



“Le recueil de la parole des mineurs victimes d'agressions sexuelles constitue une des compétences essentielles de notre mission : 180 enfants sont venus témoigner au cours d'une année. Les six gendarmes volontaires – quatre femmes et deux hommes – de la Brigade de Prévention de la Délinquance ont tous suivi une formation spécifique. Moi-même, je suis juriste et diplômée en psychologie. La parole se libère, il faut être techniquement et psychologiquement préparé à l'entendre. L'information ainsi que la prévention des violences et des addictions de toutes sortes

s'avèrent elles aussi indispensables. J'interviens directement auprès des jeunes en établissements scolaires, auprès des parents d'élèves, des familles d'accueil. Je forme également des professionnels de l'enfance, des étudiants de l'Ecole Nationale de la Magistrature, de futurs enseignants, des travailleurs sociaux... La connaissance des droits et devoirs des mineurs, la responsabilité pénale, la notion de citoyenneté constituent le socle de toutes ces interventions. Nous avons à co-construire une réflexion partagée.” ■





“ Le Département est moteur et promoteur de développement, au bénéfice des personnes les plus défavorisées. Il n'est pas un simple guichet ”

PHILIPPE VILLETORTE, DIRECTEUR DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GIRONDE.



10 développeurs territoriaux
6 territoires



→ FAVORISER LE RETOUR À L'EMPLOI DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA

Développeur territorial : un nouveau métier dédié à

En tant que chef de file de l'insertion, le Conseil général déploie son action à la fois dans le champ du social et dans celui de l'emploi. Les développeurs territoriaux exercent une fonction innovante, à la croisée du monde économique et de l'accompagnement des personnes en difficulté.

→ Retrouvez sur www.gironde.fr les coordonnées de tous les développeurs territoriaux.

Leur mission est soutenue et cofinancée par le Fonds Social Européen, grâce à sa dimension expérimentale. La création de postes spécifiques et la mise en œuvre d'outils de pilotage et de suivi spécifiques s'inscrivent dans un dispositif et une organisation encore peu répandus. “*En créant ce corps de professionnels*”, précise Philippe Villetorte, directeur des Politiques de Lutte contre les Exclusions, *le Conseil général applique une politique de construction, une architecture de développement. Son objectif : améliorer la qualité de l'offre d'insertion sur le territoire, l'adapter à la demande des publics accompagnés mais aussi aux travailleurs sociaux qui les suivent. Il s'agit également d'animer le département et de dynamiser ses ressources : faire émerger des initiatives locales, encourager les structures capables d'intégrer des bénéficiaires du RSA, soutenir les porteurs de projets, mobiliser les acteurs économiques... Il faut d'abord se mettre à l'écoute du territoire, identifier ses zones blanches, ses manques Puis utiliser ses potentialités endogènes et les vivifier pour le rendre mieux "insérant".*”

Une équipe de 10 professionnels formés au montage de projets

Depuis janvier 2011, cinq développeurs territoriaux exercent sur la Communauté urbaine de Bordeaux, cinq autres sont répartis sur la Gironde : Médoc, Bassin d'Arcachon, Langonnais, Nord Gironde, Libournais. Cette équipe constituée de dix anciens Conseillers Emploi Insertion doit faire preuve de compétences et d'aptitudes multiples et variées : conduite de projets, bonne connaissance du territoire et de ses secteurs d'activité, relations avec le monde de l'entreprise, goût pour le partenariat et intérêt avéré pour la question sociale omniprésents. L'ingénierie d'insertion qu'ils mettent en œuvre nécessite “*autant de savoir-faire que de savoir-être*”, résume Philippe Villetorte.

Rencontre avec quelques-uns de ces agents “très spéciaux” du Conseil général. ■



“ Par le développement territorial, l'institution se modernise et se rapproche de l'économie ”

CAROLINE VITEL, DÉVELOPPEUR TERRITORIAL DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX



Caroline Vitel, développeur territorial (au centre en noir), et les responsables de Citram Aquitaine.

→ Développeur territorial sur la Communauté urbaine de Bordeaux

Caroline Vitel

“ Je veille, je cherche, je repère les structures innovantes, les entreprises qui recrutent. Et je les mets en lien avec les demandeurs par le biais des Antennes Girondines de l'Insertion (AGI) et de leurs référents. ” Un vrai agent de développement commercial au service des bénéficiaires du RSA !

Depuis le début de l'année 2011, Caroline Vitel a mené 20 projets, aujourd'hui pour la plupart aboutis ou en cours. Le Développeur Territorial n'est pas en contact direct avec le public. En revanche, à partir d'un diagnostic de territoire réalisé par l'AGI, il travaille en étroite collaboration avec les services spécialisés de l'insertion et de l'emploi : MDSI, CCAS, Mission locale, PLIE, Pôle Emploi. Les référents et travailleurs sociaux accompagnant les bénéficiaires du RSA sont ses premiers interlocuteurs, qui connaissent le profil des demandeurs. En parallèle, le Développeur effectue une veille par le biais de la presse spécialisée, va à la rencontre des employeurs potentiels, se rapproche des structures d'insertion par l'activité économique (IAE), monte des chantiers-formation-insertion.

Une stratégie inspirée du marketing et de la communication

“ Mon rôle est de faire bouger les lignes, de sorte que les acteurs économiques du territoire se rassemblent autour d'un projet au service du bénéficiaire. Je me trouve à la césure du monde de l'entreprise et du RSA. Désormais, le secteur public et le privé se rencontrent. ”

Parmi les actions en cours, Caroline Vitel en cite trois, qui dénotent la diversité de sa mission : un partenariat avec Adéquart Intérim, une agence qui pourrait intégrer des bénéficiaires du RSA dans ses fichiers, un projet dans le secteur de l'humanitaire avec l'extension de la plate-forme Médecins sans Frontières, un autre enfin avec la création d'une entreprise d'insertion en restauration à Gradignan. ■

→ Une entreprise de transport

Partenaire du développeur territorial

Caroline Vitel a conduit une opération d'embauche avec Citram Aquitaine, filiale de Véolia Transdev. Mission accomplie.

Implantée à Bassens, l'entreprise de transport recherchait des conducteurs de bus. Son Directeur Pascal Morganti sollicite le Conseil général pour lequel Citram Aquitaine travaille déjà en tant que prestataire. Le Développeur Territorial propose alors une ingénierie alliant formation et insertion pour répondre à cette demande.

“ Notre offre portait sur des emplois de chauffeurs de cars scolaires, dans le Libournais, le Langonnais et le Médoc, secteurs où il est difficile de trouver des candidats, se souvient Sabine Balleau, responsable du Service formation et recrutement. Par une convention avec Pôle Emploi, nous nous sommes positionnés en tant qu'entreprise ouverte à la question de l'insertion. La collaboration avec



Caroline Vitel et Sabine Balleau, responsable Formation et recrutement chez Citram Aquitaine.

Caroline Vitel s'est avérée naturelle et complémentaire, apportant une vraie culture de terrain et des réponses rapides. Sélection des candidats, évaluation en milieu de travail, nous avons monté une action qui favorise au maximum les chances de réussite. Cette ouverture au social est un enrichissement. ” ■



l'insertion

→ parole d'élue

Martine Jardiné

vice-présidente chargée du Logement, de l'Habitat, du Développement social.

“ Les développeurs territoriaux interviennent sur le périmètre de chaque Antenne Girondine d'Insertion. Ils assurent une nouvelle expertise en matière d'ingénierie de projet, dans une dynamique de partenariat très forte. Ils font émerger des actions nouvelles ou de réhabilitation, qui développent ou consolident l'offre d'insertion professionnelle, ancrée sur un territoire. Les chantiers-formation-insertion par exemple assurent la qualification des personnes mais aussi leur valorisation. Ainsi, celui de Camps-sur-l'Isle a permis aux bénéficiaires d'acquiescer un diplôme de tailleur de pierre et de restaurer le mur du cimetière de la commune. L'opération a apporté des réussites individuelles et une satisfaction pour la collectivité. De tels résultats sont visibles et durables. ”



Sur les traces des développeurs territoriaux...

→ Développeur territorial du Libournais

Patrice Emars

“ Il faut qu'on soit agitateur et fédérateur d'idées ! C'est une manière différente de co-construire les dispositifs de demain. ” La formule s'impose, dans la filière viticole en particulier...

La territorialisation de la politique d'insertion est mise en œuvre par secteur géographique mais la réflexion est aussi parfois thématique. Patrice Emars intervient dans le Libournais, et notamment dans le domaine d'activité de la viticulture.

“ Mon action repose sur le principe de la méthode projet. Je mobilise les partenaires de l'insertion pour élaborer ensemble les bonnes réponses. Le

secteur viticole est en crise, il exige néanmoins beaucoup de main d'œuvre, soumise à une grande mobilité. Les métiers de la vigne peuvent devenir accessibles aux bénéficiaires du RSA si nous adaptions leurs parcours à cette réalité économique actuelle. ”

Ingénierie sociale, professionnelle et économique

La mise en cohérence entre les besoins du public et les ressources du territoire

passé aussi par des missions d'appui aux structures d'insertion, entreprises ou associations.

Patrice Emars pilote avec les partenaires institutionnels une étude auprès de trois entreprises d'insertion intervenant pour des activités viticoles: *Vitigironde* dans le Blayais, *Preistavigne* dans le Langonnais et *Vinafera* dans le Médoc.

“ Nous réfléchissons ensemble à la consolidation, et au développement de ces structures pour mieux sécuriser les parcours des publics en difficulté qui les intègrent et pour faire évoluer au mieux leurs modèles économiques. Les passerelles vers l'emploi ordinaires doivent être solides et durables. ”

Autre type d'intervention: organiser des rencontres entre employeurs, partenaires accompagnants et publics en insertion.

Le 24 novembre dernier à Libourne, le premier Forum Emploi Formation a attiré 41 entreprises. Job dating, stands professionnels, contact direct entre recruteurs et bénéficiaires du RSA: *“ Nous construisons nous-même le puzzle pour que chaque pièce trouve sa place. ”* ■



Le forum “Emploi-Formation du Libournais” organisé le 24 novembre 2011.

→ Développeur territorial du Bassin d'Arcachon

Céline Brard

“ Mon métier ? Trouver les bons ingrédients, les mélanger, lier la sauce et faire monter le soufflé ! ” Une recette pour développer une offre pertinente sur le territoire, en adéquation avec les besoins locaux.

Le rapprochement entre les publics “*L'accompagnement et le monde de l'entreprise doit faire tomber les préjugés. Il y a un choc de culture à dépasser. Je fais en sorte, par exemple, que les portes du Club d'entreprises du territoire du Sud Bassin s'ouvrent aux bénéficiaires du RSA.*” Avec une dizaine de projets en cours de réalisation, Céline Brard sillonne son territoire et intervient “à la carte”: partenariat avec la Maison des saisonniers sur des parcours de qualification, chantier-

formation-insertion pour répondre aux besoins des métiers de l'hygiène et de la propreté en période touristique, collaboration avec l'AFPA, information des prescripteurs – MDSI, CCAS, Services emploi...

Prospection et conseil auprès des entreprises d'insertion

L'aide à la création d'entreprise d'insertion dynamise ce territoire rural. Le projet *Scortéa*, en phase de montage et d'échanges entre services

institutionnels, verra le jour en mai 2012. Inscrite, à terme, dans le champ de l'IAE (Insertion par l'activité économique), cette structure s'implantera dans le secteur d'activité du bois (construction et isolation), en écho aux besoins du Bassin d'Arcachon. À la clé: un porteur de projet qui offre 5 postes en insertion, l'accompagnement des bénéficiaires du RSA recrutés, la consolidation de leur parcours et un suivi socio-professionnel assuré au sein de la structure. ■



➤ CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE



Un lieu d'accueil inconditionnel pour tous les mineurs

Le CDEF applique un principe éthique absolu : la bienveillance des enfants qui arrivent en situation d'urgence, sept jours sur sept. Actuellement en pleine mutation, l'établissement est dirigé par Jean-Pierre Stellitano depuis septembre 2011.

Sur les 8 hectares du parc situé en bordure d'Eysines, les pavillons disséminés autour du bâtiment central pourraient être ceux d'une colonie de vacances: des balançoires, une petite aire d'activités sportives, une botte en caoutchouc oubliée... Mais le lieu raconte d'autres histoires. Le CDEF accueille tout mineur nécessitant une protection immédiate.

"Âgés de quelques jours à 18 ans, les enfants vivent ici le temps que nous trouvons la structure adaptée à leur cas particulier, explique Jean-Pierre Stellitano. En partenariat avec la Direction générale de l'Action sociale et la Direction Enfance et Famille du Conseil

général, nos équipes assurent une mission d'accueil, de diagnostic et d'orientation." Jean-Pierre Stellitano a dirigé le Samu social de Toulouse et exercé en tant que directeur adjoint du Centre hospitalier du Muret. Pas encore quadragénaire, le jeune patron s'appuie sur son expérience dans l'action sociale et sanitaire pour piloter l'organisation du CDEF.

Une nécessaire évolution face à des besoins toujours plus importants

Ici, l'avenir des enfants accueillis doit se décider le plus vite et le mieux possible. Le choix ne permet pas l'erreur: retour dans



la famille, placement en famille d'accueil ou en établissement. "La mobilisation d'équipes pluridisciplinaires ainsi qu'une très bonne connaissance des établissements sociaux et médico-sociaux nous placent au cœur du réseau, précise Charly Ducongé, directeur adjoint. Mais le contexte de la protection de l'enfance est saturé." La durée et le nombre de séjours augmentent.

Constat qui induit une restructuration des services, et la mise en chantier du site enclenchée en 2011, pour une période de travaux de trois ans: modernisation des accès, réfection de la pouponnière, construction d'un nouveau pavillon pour les 3-6 ans.

"Autour de la diversité des lieux, des modalités d'accueil et des compétences, nous veillons à préserver le rapport avec les institutions, tout en développant notre culture d'établissement, ajoute l'autre directeur adjoint David Brochard. ■

Une grande capacité d'accueil, des hébergements spécifiques

Créé en 1999 lorsque le Foyer de l'enfance et le Centre de l'enfance ont fusionné, le CDEF offre aujourd'hui 345 places. Les séjours y sont provisoires.

Plusieurs dispositifs sont organisés selon le type de public et la tranche d'âge des enfants, des nouveaux jusqu'à 18 ans. Les séjours peuvent aller de quelques jours à deux ans:

- ➔ 50 places pour les mères avec leur enfant
- ➔ 64 places en crèche
- ➔ 117 places en internat dont 35 en pouponnière
- ➔ 30 places de placement familial d'urgence
- ➔ 44 places en appartement favorisant l'autonomie des jeunes
- ➔ 40 places en appartements sociaux pour les 17-18 ans en couple.

Protocoles concertés et équipes complémentaires

Le Dispositif de Recueil et d'Observation des Mineurs étrangers Isolés (DROMIE) assure l'accueil d'urgence de jeunes arrivés en France en situation irrégulière. Ce protocole innovant d'une durée de 5 jours a pris en charge 118 mineurs au cours de l'année. Il s'établit en partenariat avec l'hôpital, la police, la justice et les services spécialisés du Conseil général.

Une équipe de 330 professionnels – auxiliaires de puériculture, éducateurs spécialisés, infirmières, assistantes sociales, cadres socio-éducatifs... – exerce au sein des diverses structures du CDEF: administration, pôle Enfance et famille, pouponnière, pôle 3-8 ans et 8-13 ans, pôle adolescents et jeunes adultes, centre maternel.

ÇA C'EST
PASSÉ

Chèque Emploi Service Universel Payer les prestations auprès des personnes handicapées

Depuis le 1^{er} novembre 2011, les bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap peuvent utiliser le Chèque Solidarité Gironde (CESU pré-financé) pour rémunérer les services d'aide à domicile intervenant dans le cadre de leur plan d'aide humaine. Chèques pré-établis (10€, 20€, 50€, 90€) ou compte Solidarité Gironde sur Internet : un mode de paiement simple et sécurisé. ■

2 décembre 2011, Conseil général Conférence girondine de la Pauvreté et de la Précarité

Au programme: projection du making-off du film "Joseph l'insoumis", conférence du philosophe Henri Pena-Ruiz, présentation des travaux quantitatifs et qualitatifs de l'Observatoire Girondin de la Pauvreté et de la Précarité (OGPP). L'après-midi, restitution des ateliers thématiques: Santé-nutrition / Personnes âgées de 60 ans et plus / Jeunes majeurs de 18 à 25 ans / Aménagement du territoire. ■

> Retrouvez le rapport annuel de l'OGPP sur gironde.fr

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles - Maison de la Promotion Sociale

Tandem vers l'emploi

Créé en 2001 par le CIDFF de Bordeaux et la MPS Aquitaine, le dispositif *Tandem Vers l'Emploi* qui s'inscrit dans la durée, s'adresse spécifiquement aux femmes de la Rive droite et du Libournais, en amont des dispositifs de droit commun.



UN ARTICLE
"Pourquoi
pas vous ?"

Vous avez mis en place ou développé une initiative, un dispositif de solidarité ou d'action sociale ? Partagez vos bonnes pratiques avec tous les lecteurs d'axiales et contactez la rédaction: e.duroux@cg33.fr

Votre témoignage pourrait donner matière à un article dans un prochain numéro.

"Nous accompagnons des femmes afin de les aider à identifier et à surmonter les obstacles liés à la remobilisation vers l'emploi. Ces freins à l'emploi sont souvent très lourds, explique Muriel Vanschoor, conseillère professionnelle à la MPS, en binôme avec Yolande Zaganelli du CIDFF de Libourne. Le territoire semi-rural du Libournais et de Coutras, se caractérise par de vrais problèmes de mobilité liés au manque de transports". L'isolement et la démobilité sont aussi sociaux et psychologiques. "Manque de confiance en soi, difficultés de garde d'enfants, absence de qualification... auxquels peuvent s'ajouter des problèmes de santé ou un problème de violence conjugale," précise Isabelle Masdoumier, conseillère professionnelle emploi-formation au CIDFF de Bordeaux, en binôme avec Marie-Monique Degeil-Delpeyre de la MPS de la Rive Droite.

Binôme d'animation et réseau de territoire

Un rendez-vous hebdomadaire et 2 ateliers mensuels sont menés alternativement par le CIDFF et la MPS. Ces étapes engagent les femmes individuellement et collectivement dans une prise en charge d'elles-mêmes active et responsable. "Chaque projet d'accompagnement est personnalisé. La richesse de notre action repose sur la souplesse et le temps octroyé à chaque parcours (6 mois renouvelables). Nous nous appuyons sur le réseau des acteurs de l'insertion et de la Rive droite et du Libournais (AGI, Pôle Emploi, CCS, MDSI, CIAS, associations intermédiaires, secteurs du juridique, du logement et de la santé...)." Cette dynamique par territoire avec l'ensemble des partenaires, favorise une approche globale de la prise en charge. ■

32^e Assises du Carrefour National de l'Action Éducative en Milieu Ouvert : les 14, 15 et 16 mars 2012 à Bordeaux

Le CNAEMO regroupe les services et les professionnels de la protection de l'enfance. Durant 3 jours au Palais des Congrès, 800 acteurs sociaux seront rassemblés autour de la thématique: "L'action éducative en milieu ouvert, au carrefour des temps." Sociologues, historiens, philosophes, directeurs d'établissements, juges des enfants et ethnologues alimenteront conférences et débats. Le programme complet sur www.cnaemo.com ■



Campagne sur les puéricultrices de PMI

Seulement 21% des girondins associent le Conseil général aux actions liées à la petite enfance. Une campagne de communication sur la mission des puéricultrices de PMI est lancée: grand affichage, spot radio, ouvrez l'œil et vos oreilles! ■

Conférence annuelle de la Prévention spécialisée

Cette journée sur le dispositif départemental de concertation, de régulation et d'évaluation de la prévention spécialisée aura lieu au cours du premier trimestre 2012. L'amphithéâtre Badinter accueillera les élus du Conseil général et ses services spécialisés (jeunesse, solidarité, prévention), les représentants de l'État, l'Inspection académique, les partenaires associatifs. Inscription sur invitations. ■

À NOTER : 8 mars 2012

Journée internationale des femmes

En Gironde, l'événement sera organisé par le Conseil général sur le thème "Femmes et citoyenneté", valorisant la présence et l'engagement des femmes dans la vie publique.